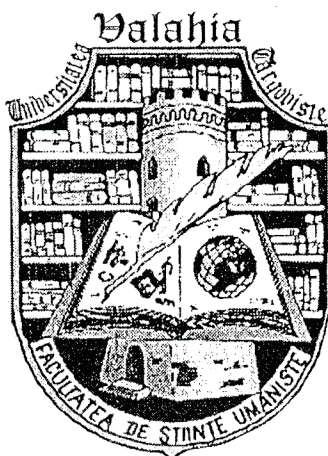


Le Ministère d'Education et de la Recherche
L'Université „Valahia“ Târgoviște
Faculté de Sciences Humaines

ANNALES
D'UNIVERSITÉ „VALAHIA“
TARGOVISTE



SECTION
d'Archéologie et d'Histoire

Tome VI-VII

Târgoviște
2004/2005

Collège de Rédaction

Rédacteur en chef:

Prof. univ. dr. Marin Cârciumaru

Rédacteurs responsables:

Prof. univ. dr. Mircea D. Matei

Prof. univ. dr. Ion Stanciu

Prof. univ. dr. Ion Calafeteanu

Prof. univ. dr. Constantin Preda

Lect. univ. dr. Dragomir Popovici

Secrétaires de rédaction:

Lect. dr. Mircea Anghelinu

Lect. drd. Denis Căprăroiu

Lect. drd. Monica Mărgărit

Lect. drd. Iulian Oncescu

Lect. drd. Marian Cosac

Conseil de rédaction:

- Prof. Marcel Otte - Université de Liège

- Dr. Vasile Chirica - Institutul de Arheologie Iasi

- Prof. dr. Ilie Borzic - Institute of Archaeology of the Academy of Sciences Republica Moldova

- Prof. Jean-Philippe Rigaud - Université de Bordeaux I

- Prof. Arpad Ringer - University of Miskolc

- Dr. Alexandru Suceveanu - Institutul de Arheologie "Vasile Pârvan" Bucuresti

- Dr. Marie-Hélène Moncel - L'Institut de Paléontologie Humaine Paris

- Conf. dr. Alexandru Florin Platon - Universitatea "Al.I. Cuza" Iasi

- Conf. dr. Sabin Adrian Luca - Universitatea "Lucian Blaga" Sibiu

- Conf. dr. Karl Zeno Pinter - Universitatea "Lucian Blaga" Sibiu

Technorédacteur:

Florin Nițulescu

CUPRINS

Marin Cărciumaru, Marian Cosac, Elena Cristina Nițu - LES DATATIONS C-14 ET LA SUCCESSION CULTURELLE DU PALÉOLITHIQUE, ÉPIPALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE DE LA ROUMANIE / 7

Marian Cosac - L'APPARITION DU PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR AU CENTRE ET À L'EST DE L'EUROPE – LES HYPOTHÈSES ACTUELLES / 45

Loredana Niță - TECHNOLOGICAL AND FUNCTIONAL OBSERVATIONS REGARDING BACKED IMPLEMENTS FROM POIANA CIREȘULUI, PIATRA-NEAMȚ / 53

Monica Mărgărit - THE ORIGIN AND SIGNIFICANCE OF PALEOLITHIC ART CONTROVERSIES AROUND SEVERAL HYPOTHESES / 61

Daniela Iamandi - SOME OBSERVATIONS CONCERNING THE RESTORING OF A LARGE HERBIVORE SCAPULA (*BOS/BISON?*) DISCOVERED IN THE EPIGRAVETTIAN II LAYER FROM POIANA CIREȘULUI, PIATRA NEAMȚ / 67

Denis Căprăroiu - ASPECTS CONCERNING THE ADOPTION INSTITUTION, FROM THE PRIMITIVE SOCIETIES TO THE MIDDLE AGES / 71

Ștefan Șchiopu - THE PROBLEM OF THE ROMANIAN MEDIEVAL TOWN'S GENESIS IN HISTORIAN P. P. PANAITESCU'S CONCEPTIONS / 77

Mircea D. Matei, Denis Căprăroiu - QUELQUES ASPECTS CONCERNANT LA CULTURE MATERIELLE ET SPIRITUELLE DE LA VALACHIE ET DE LA MOLDAVIE, DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIV-e SIÈCLE / 81

Maria Georgescu - LA PERSONNALITÉ DE MICHEL LE BRAVE ILLUSTRÉE DANS LA PEINTURE MURALE / 87

Maria Georgescu - THE INTERNATIONAL DIMENSION OF THE ROMANIANS' ANTI-OTTOMAN FIGHT BETWEEN THE 15TH AND THE 18TH CENTURY / 91

Iulian Petrescu - LES RELATIONS DU MÉTROPOLITEN VENIAMIN COSTACHI AVEC LE PRINCE RÉGNANT DE LA MOLDAVIE, MIHAIL STURDZA / 107

Vasile Adrian Costin - THE ORTHODOX CHURCH AND THE YIELDING OF BASARABIA AND BUCOVINA / 111

Costin Nicolae - L'ÉGLISE ORTHODOXE DE MARAMUREȘ / 119

Ciprian Șarpe - INTERNAL AND INTERNATIONAL CONDITIONS FOR THE ESTABLISHING OF THE ROMANIAN PATRIARCHATE / 125

Iulian Oncescu - LA FRANCE ET LA QUESTION DU "PRINCE ÉTRANGER" AU TRÔNE DE LA ROUMANIE (1866) / 131

Ovidiu Băscăanu - L'INDUSTRIE ROUMAINE ENTRE LA CRÉATION DE L'ÉTAT NATIONAL ET LA GUERRE D'INDÉPENDANCE (1860-1878) – ORIENTATIONS ET CONCEPTIONS / 149

Iulian Oncescu - LA REOUVERTURE DE LA CRISE ORIENTALE. LA POSITION DE LA PRÉPARATION DIPLOMATIQUE DE LA ROUMANIE POUR LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE (1875-1877) / 153

Laura Oncescu - INTERFERENCES CULTURELLES ROUMANO-ITALIENNES AU XIX-ÈME SIECLE / 159

Oana Gabriela Laculiceanu - MIHAEL STURDZA - ROMANIAN DIPLOMAT IN COPENHAGEN / 169

Radu Bogdan - UN COURT HISTORIQUE DES SERVICES D'EMERGENCE ET LES PRINCIPAUX CAS DE PROTECTION CIVILE AUXQUELS S'EST CONFRONTE LE DEPARTEMENT DE DAMBOVITA, DANS LA PERIODE 1830 - 1916 / 173

Alexandrina Andronescu - LA VIE SOCIALE DES FRANÇAIS AU XX-ÈME SIÈCLE - LA DÉLIQUANCE JUVÉNILE / 181

Alexandrina Andronescu, Felicia Mihaela Iacob - UNE INSTITUTION CULTURELLE, LA MAISON DE CULTURE / 187

Radu Bogdan - L'INSTITUTION DES SERVICES DE PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE DANS LE DEPARTEMENT DE DAMBOVITA, DANS LA PERIODE D'ENTRE LES DEUX GUERRES / 191

Daniel Hrenciuc - AN EPISODE FROM THE ROMANIAN-POLISH RELATIONSHIPS BETWEEN THE TWO WORLD WARS: THE ROMANIAN ARMY CONTRIBUTION TO SETTING POCUTIA FREE / 203

Liviu Al. Stan - THE CONSTITUTION OF 1923 AND THE RÉGIME OF RELIGIOUS DENOMINATIONS A NEW HISTORICAL ASSESSEMENT / 207

Silviu Miloiu - COMMUNIZATION AND FINLANDIZATION: THE STATUS OF ROMANIA AND FINLAND IN THE AFTERMATH OF WORLD WAR II. A COMPARATIVE STUDY / 215

Emanuel Ploceanu - TOWARD THE FUTURE: UNITED STATES AND SOVIET UNION GEOPOLITICAL CONSIDERATIONS AT THE END OF WORLD WAR TWO (1944-1945) / 229

COMPTE-RENDUS

Silviu Miloiu - DANIEL HRENCIUC, *ROMÂNIA ȘI POLONIA, 1918-1931. RELAȚII POLITICE, DIPLOMATICE ȘI MILITARE* [ROMANIA AND POLAND - 1918-1931. POLITICAL, DIPLOMATIC AND MILITARY RELATIONS] / 235

Iulian Oncescu - SILVIU MILOIU, *ROMÂNIA ȘI ȚĂRILE BALTICE ÎN PERIOADA INTERBELICĂ* (EDITURA CETATEA DE SCAUN, TÂRGOVIȘTE, 2003) / 237

Ana Dobjanschi - LE MUSÉE LAPIDAIRE DE TIRGOVISTE - SCULPTURES DES XV^e-XIX^e SIÈCLES / 238

LA REOUVERTURE DE LA CRISE ORIENTALE. LA POSITION DE LA PRÉPARATION DIPLOMATIQUE DE LA ROUMANIE POUR LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE (1875-1877)

*Iulian Oncescu**

Une des périodes les plus denses du point de vue diplomatique au 19-ème siècle a été aussi celle des dernières. (Boicu, Cristian, Platon 1980: 225)

Le commencement de la crise orientale a été provoqué par la révolte de l'été de 1875 en Bosnie et Hertzégovine (Berindei 2003: 633-634). Cette révolte de la population chrétienne contre les Turcs avait entre autres un caractère national-religieux (Jelavich Barbara, Jelavich Ch. 1999: 176-177).

Apparue sur le fond d'une crise intérieure de l'Empire turc, la révolte a été un signal d'alarme pour toute la Péninsule Balcanique, attirant, dans ce contexte, l'attention des grands pouvoirs (Boicu, Cristian, Platon, 1980: 256-259). La Serbie et le Montenegro ont été, eux-aussi, attirés inévitablement, dans le déroulement des événements (Jelavich Barbara, Jelavich Ch. 1999: 177-179). Aussi, les révoltes seront soutenues par les deux états slaves, avec de l'armement et des détachements de volontiers.

Les grands pouvoirs essaient, pendant l'été de 1875, d'éteindre le conflit, mais les révoltés ont refusé leurs propositions, ne faisant pas confiance aux promesses turques (Berindei 2003: 635). L'Autriche-Hongrie, par son ministre de l'extérieur, Andrassy, communiquera aux gouvernements des états participants au Congrès de paix de Paris, en décembre 1875, un programme de réformes modérées pour la Bosnie et l'Hertzégovine (parmi les médiateurs du conflit on comptait l'Autriche-Hongrie, la Russie, l'Angleterre, l'Italie et la France). La Turquie avait accepté la médiation des grands pouvoirs, mais les révoltés n'ont pas été d'accord avec les réformes modérées.

Les événements de la Bosnie et de l'Hertzégovine ont eu une influence importante aussi sur les bulgaires, qui considéraient la révolte de cette région comme le début d'une révolution générale des peuples saccagés par l'Empire Turc (Ottoman) (Ciachir 1977: 132). Le 12 août 1875 les bulgaires ont tenu une séance à Bucarest, à laquelle ont participé aussi les délégués de Bulgarie. L'assemblée a élu un comité central (dont faisaient partie Hristo Botev et Ivan Drasov) et a décidé de commencer une révolte générale, qui, malgré tous les efforts, n'a pu être déclenchée qu'en septembre 1875.

L'Empire Ottoman, soutenu de l'ombre par l'Angleterre (Ciachir 1977: 134), essaiera d'abattre l'attention du public concernant les événements des Balkans, le sultan publiant en octobre et décembre deux lois (les irades) qui promettaient des réformes et l'amélioration de la situation des sujets chrétiens de tout l'empire.

Tandis que les grands pouvoirs essayaient de solutionner la crise, chacun poursuivant ses propres intérêts, dans la Péninsule Balkanique des nouveaux événements auront lieu. Ainsi, en avril 1876, le peuple bulgare se révolte (surtout dans la région Plovdiv). Le 6 mai 1876 le consul de la France et de l'Allemagne sont tués sur les rues du Sallonique; toujours en mai 1876 le grand vizire Mahmud Nedim Pache et le sultan Abdul Aziz sont destitués. Les événements commencent à se dérouler rapidement dans la Péninsule Balkanique, surtout après les déclarations de guerre, en juin 1876, de la Serbie et de Montenegro contre la Turquie (Ciachir 1977: 137).

En juin 1876, les souverains de la Russie et de l'Autriche-Hongrie se rencontrent à un accord verbal concernant la Turquie, au cas d'une guerre de celle-ci contre la Russie (Berindei 2003: 635).

Bien que la Russie se déclare neutre par rapport au conflit balkanique, elle aide la Serbie avec des armes, de la munition, de l'argent et des volontaires. Les officiers russes occupaient des postes-clé dans l'armée serbe: le général Cerneaev était commandant suprême et le colonel Komarov était le chef de l'état major de l'armée.

Pourtant le 1 septembre 1876, les Serbes sont vaincus à Alexinae et sont près du désastre. A la fin du mois d'octobre et au début du novembre à Livadia des discussions ont lieu entre Lord Loftus (ambassadeur de l'Angleterre en Russie), Gorceakov et le tsar, où l'on propose de convoquer une conférence internationale pour résoudre la crise des Balkans. On a précisé que, au cas où la conférence échouait, le gouvernement russe garderait sa liberté d'action (Ciachir 1977: 139).

* iulian1791@yahoo.com; Universitatea „Valahia” din Târgoviște, Facultatea de Științe Umaniste, Catedra de Istorie, str. Lt. Stancu Ion, nr. 34 - 36, Târgoviște, 130105, Dâmbovița.

Étant donné que la Serbie se trouvait face à un désastre militaire, la Russie demandera un armistice, menaçant la Turquie par une note ultimative d'arrêt des relations diplomatiques. La Turquie conclura un armistice de deux mois, démontrant son désir de conciliation avec la Russie et les autres grands pouvoirs.

Pour solutionner le problème balkanique, en décembre 1876 on a ouvert à Constantinople la conférence des grands pouvoirs. Celle-ci a été ouverte sous la présidence du général Ignatiev, l'ambassadeur de la Russie en Turquie, qui avait reçu cette qualité vu sa fonction de doyen du corpus diplomatique de Constantinople.

Le jour où la conférence se préparait à proclamer de manière officielle ses décisions, la Turquie, usant d'une stratagème, va adopter une nouvelle constitution (la constitution de Midhat-Pacha). Les Turcs expliquent que la nouvelle constitution accorde les réformes nécessaires et donc on n'avait plus besoin des décisions de la conférence.

Face à cette situation, la Russie a signé à Budapest, le 15 janvier 1877, une convention secrète avec l'Autriche-Hongrie, qui assurait la neutralité de l'Autriche-Hongrie dans une future guerre russo-turque, l'Autriche-Hongrie donnait son accord pour la participation de la Serbie et du Monténégro à côté de la Russie, et en échange recevait le droit d'occuper avec ses troupes la Bosnie et l'Herzégovine. A cette occasion, on a confirmé les problèmes discutés à Reichstadt, concernant le fait que l'on ne créera pas de grand état slave en Balkans, concernant l'indépendance de la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et le sort de la Thésalie, de l'Épire, de la Crète et du Constantinople. La Russie se préparait donc du point de vue diplomatique pour le commencement de la guerre contre la Turquie, mais continuera à mener une politique prudente.

Le début de l'année 1877 est marqué donc par la préparation diplomatique et militaire de la guerre et on se dirige vers la deuxième étape de la crise orientale de 1875-1878, l'étape de la confrontation militaire.

La Russie justifie ses actions dans les Balkans par le refus de la Turquie d'accorder des réformes aux chrétiens et montre par son ambassadeur à Paris que ce refus fait que "la crise de l'Orient entre dans une nouvelle étape".

La diplomatie russe agit en janvier-mars 1877 pour obtenir de la part des grands pouvoirs des pressions contre la Turquie, la contraignant à accepter les réformes préconisées. Des négociations ont lieu et, le 31 mars 1877, les représentants des 6 pouvoirs ont signé à Lourdes un protocole concernant les problèmes de l'Orient, essayant de soulever l'attention de la Turquie. La Turquie n'accepte pas les recommandations de ce protocole, qui étaient similaires à celles qui avaient été faites dans la conférence de Constantinople et qui avaient comme but l'arrêt de la crise qui avait dominé pendant plus de deux ans le sud-est Européen.

A cause de sa position stratégique dans le sud-est Européen, la Roumanie a été considérée avec beaucoup d'intérêt lors des discussions concernant le problème oriental (Boicu, Cristian, Platon 1980: 263). Le problème essentiel qui a dominé la vie politique roumaine dans les années 1875-1877 a été l'attitude et le rôle de la Roumanie dans la question orientale (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 68). Dès 1875, quand le problème balkanique commence à intéresser l'Europe, le gouvernement roumain va définir la ligne politique à suivre par la Roumanie. Avant d'arriver à choisir un rapprochement par rapport à la Russie, la politique et la diplomatie roumaine a eu plusieurs options dégagées avec réalisme du contexte de la crise orientale.

Le ministre de l'extérieur de la Roumanie, Vasile Boerescu, écrivait au représentant diplomatique roumain à Constantinople, Ion Ghica, le 9 août 1875, que "nous ne pouvons pas et nous devons ne pas prendre part activement à ces événements. Nous ne sommes que des spectateurs passifs, bien qu'intéressés. Nous nous maintenons dans une réserve parfaite, attentifs à ne pas compromettre en rien la neutralité de notre territoire" (Corivan 1984: 296).

L'idée générale qui ressort des instructions de Vasile Boerescu pendant cette période montre l'intention claire de garder une neutralité stricte. Le gouvernement Lascăr Catargiu (Mamina 2000: 300-304), bien que désireux l'indépendance du pays, ne voulait pas l'obtenir par une participation à la révolte.

La dispute concernant la position de la Roumanie face aux événements, entre les libéraux et les conservateurs, sera visible surtout dans les débats parlementaires du mois de novembre 1875. Dans la séance du Conseil des ministres de 24 novembre/6 décembre 1875, tout en discutant quelle devrait être la position de la Roumanie au cas du commencement d'une guerre en Orient, on n'a pourtant pris aucune décision, sous le prétexte de l'attente de l'évolution internationale des événements (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 63). On continuait à respecter la neutralité, tout en essayant à renforcer les moyens de défense du pays (Iorga 1998: 48-49), pour pouvoir faire face à toute agression de n'importe quel pays (Turquie, Russie).

Pendant cette période sont présentes les menaces de la part de la Russie, qui communique à la Roumanie que, dans le cas d'un conflit avec la Turquie, elle sera obligée d'occuper le territoire de la Roumanie en guise de garantie (Corivan 1984: 297). Face à une situation internationale compliquée, Lascăr Catargiu, le ministre de l'extérieur roumain, va essayer à adopter une stratégie relative à la position des grands pouvoirs au cas d'un conflit, mais aussi à obtenir l'indépendance de la Roumanie.

L'affirmation de la neutralité stricte ne faisait que dissiper les soucis de la Turquie, mais cette neutralité aura à supporter une pression de la part de l'opinion publique et de l'orientation de l'opinion extérieure qui aurait voulu un engagement direct, mais bénéfique dans les événements qui avaient lieu dans les Balkans.

Le 4/16 janvier 1876, par une note circulaire (Berindei 2003: 636-637), le ministre de l'extérieur montrait aux agents roumains de l'étranger que la Roumanie va s'opposer par les armes à toute occupation étrangère et que la Roumanie n'était pas partie intégrante de l'Empire Ottoman, mais un état séparé (le sondage Catargiu). Effectivement on demandait aux agents roumains l'opinion des pouvoirs européens face à l'acte d'indépendance de la Roumanie, au cas de la défaite de la Turquie et face à un statut de neutralité garanti (Boicu, Cristian, Platon 1980: 264-265; Corivan 1984: 298). Ce document précisait clairement la position de la Roumanie dans sa politique extérieure: sa sympathie envers les peuples balkaniques, la concentration de troupes; les intérêts de la Roumanie; la coopération avec les pouvoirs alliés contre l'Empire Ottoman (Ciachir 1977: 146-147).

La note du gouvernement roumain a retenu l'attention des grands pouvoirs, mais provoquera des réactions diverses (Corivan, 1984: 298-300). En général, la note de Lascăr Catargiu n'a pas été reçue favorablement, et pour cela le gouvernement roumain essaiera à s'adresser directement à la Turquie. Le plus véhément des grands pouvoirs semble avoir été l'Autriche-Hongrie, qui a considéré la note du gouvernement roumain comme "invalidé, faisant appel au Traité de Paris, qui ne présentait plus de sécurité" (Boicu, Cristian, Platon 1980: 265).

Dans ce contexte, on essaie des discussions avec l'Empire Ottoman concernant la Roumanie, mais comme toujours les Turcs vont tergiverser les choses (Ciachir 1977: 147). L'agent roumain de Constantinople, général Ioan Gjhica, informe le gouvernement de Bucarest à propos des événements de Turquie et discute le problème de la neutralité de la Roumanie et du Danube, avec le ministre de l'extérieur turc (Ciachir 1977: 148).

Selon le sondage Catargiu (janvier 1876), les grands pouvoirs ne semblent pas vouloir soutenir la Roumanie, mais plutôt affirment qu'"ils pourraient enlever au Bucarest le soutien des pouvoirs garants" (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 67). Pour cela le gouvernement considérait pour le moment qu'il serait plus prudent d'arrêter toute démarche diplomatique dans la direction de la note Catargiu.

À Constantinople, la Turquie donnera son accord par la neutralité du Danube dans le secteur Negotin-Vârciorova (Boicu, Cristian, Platon 1980: 265).

Une vive activité diplomatique est déployée aussi à Petersburg, l'agent roumain envoyant des rapports concernant la position de la Russie face au conflit balkanique et la sympathie pour la Roumanie. Une délégation roumaine conduite par le ministre de guerre Florescu sera invitée aux manœuvres de l'armée russe de Kraasnoe Selo, bénéficiant d'une attention spéciale de la part du tzar.

De même, dans ce contexte, une série de documents montrent la sympathie roumaine pour la lutte des peuples des Balkans contre l'Empire Ottoman (les rapports de l'agent serbe de Bucarest) (Ciachir 1977: 149). La Roumanie soutient la Serbie et surtout le mouvement bulgare (1875-1876) (Ciachir 1977: 150-153).

En janvier-mars 1876, le peuple roumain, par son ministre de l'extérieur, va réaffirmer la neutralité de la Roumanie (Corivan 1984: 300-301). En mars-avril 1876, aussi, le gouvernement roumain réaffirme la neutralité de la Roumanie; le 30 mars/11 avril 1876, le gouvernement conservateur donne sa démission, étant suivi par deux gouvernements de transition (4-26 avril), celui dirigé par le général Ioan Florescu et 27 avril-3 juillet 1876 - le gouvernement dirigé par Manolache Costache Epureanu.

Le 24 juillet 1876 un gouvernement libéral dirigé par I.C. Brătianu est formé, qui conduira le pays jusqu'au 24 novembre 1878 (Mamina 2000: 304-306).

Dans les conditions de l'accentuation de la lutte des Balkans contre l'Empire Ottoman (la Serbie et le Montenegro se préparent à la guerre) on décide l'accélération de la lutte diplomatique pour l'indépendance de la Roumanie (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 68). Ainsi, M. Kogălniceanu (Corivan 1984: 306-310) présente à la Turquie et aux pouvoirs garants une note circulaire contenant une série de revendications de la Roumanie vis-à-vis de l'Empire Ottoman (16/28 juin 1876), concernant la reconnaissance du nom du pays - la Roumanie -, du passeport, des agents diplomatiques accrédités. La satisfaction de ces revendications aurait signifié la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie (Ciachir, 1977: 153). "Le sondage Kogălniceanu" (la note) sera accompagné aussi par un mémoire en sept points argumenté à partir de principes politiques et historiques. Dans le cas de ce sondage aussi, les grands pouvoirs se sont montrés réservés et certains ont protesté avec véhémence (la France, l'Allemagne) (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 70-71).

Étant donné que la Turquie a refusé de satisfaire les revendications de la Roumanie, M. Kogălniceanu a décidé de faire la Roumanie participer à la guerre. Son action diplomatique a été interrompue au moment où la Roumanie a changé de gouvernement (le gouvernement libéral I.C. Brătianu remplace l'ancien). Le nouveau gouvernement était, par son ministre de l'extérieur - N. Ionescu - adepte d'une neutralité absolue (Berindei 2003: 642).

la crise orientale par des voies amiables avait échoué. Cela a constitué encore une preuve que la solution du problème de la souveraineté de la Roumanie ne pouvait pas être que la voie des armes, à côté de la Russie (Jelavich Barbara, Jelavich Ch. 1999: 182-185).

La nuit de 5/17 janvier 1877, à Bucarest, a lieu une rencontre des députés et des sénateurs de la majorité parlementaire qui ont discuté la conclusion d'une convention avec la Russie. La majorité de ceux présents se sont prononcés pour la conclusion de cet accord (Corivan, 1984: 324).

Le problème de l'entente roumaine-russe est resté en suspension pendant les discussions de Constantinople, mais après la conférence il devenait clair que cette entente était nécessaire (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 87). Jusqu'au mois d'avril 1877 il y avait eu des tâtonnements réciproques, des échanges d'opinions. Le 17 mars, le baron Stuart insiste pour la conclusion de la convention concernant le passage des armées russes à travers le territoire roumain. Le 1/13 avril 1877, dans un conseil élargi du pays convoqué ad-hoc, les opinions des représentants des deux orientations dans la politique du pays se sont confrontées ouvertement (Berindei 2003: 651).

Le 3/15 avril 1877, M. Kogălniceanu revient au Ministère de l'extérieur, et le 4/16 avril 1877, par une note circulaire adressée aux agents diplomatiques, il reconfirme la neutralité de la Roumanie, et le 5/17 avril il demande une intervention des pouvoirs garants à Constantinople, afin que la Roumanie ne devienne pas un théâtre des opérations militaires (Corivan, 1984: 328). De même, il a reçu, le 4/16 avril 1877, le pouvoir de signer la convention roumaine-russe (avec le baron N. Stuart) (Ciachir 1977: 161; Căzănișteanu, Ionescu 1977: 90-92; Boicu, Cristian, Platon 1980: 270-272; Corivan 1984: 328-329; Neagoe 1994: 110-116; Iorga 1998: 78-107). Celle-ci permettait aux troupes russes de transiter le territoire de la Roumanie, et la Russie s'assumait l'obligation de "maintenir et faire respecter les droits politiques de l'état roumain, comme il résulte des lois intérieures et des traités existants, ainsi que de maintenir et de défendre l'intégrité actuelle de la Roumanie".

La convention avait 26 articles et par cela la Roumanie s'engageait effectivement dans les événements des Balkans. Le 10/22 avril 1877, la Turquie demandait au gouvernement roumain une action commune de défense contre les troupes de la Russie, mais le ministre de l'extérieur communique le 11/23 avril que cette décision ne peut être prise que par le Parlement.

Le 12/24 avril la Russie déclare la guerre à la Turquie, et les Russes traversent le Prut entrant en Roumanie (Berindei 2003: 653). A la suite du transit accordé à l'armée russe, la Turquie deviendra hostile envers l'état roumain. Même la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie avaient protesté avec véhémence contre la convention roumaine-russe et selon ces pays la Roumanie aurait dû ne pas coopérer avec la Russie (Corivan 1984: 333).

Avant de proclamer officiellement l'indépendance, une série d'actions ont eu lieu parmi les députés et les sénateurs, qui désiraient rompre les liens avec la Turquie.

Le 17/29 avril 1877, la Turquie a déclaré le Danube comme ligne de défense de l'Empire Ottoman et les troupes romaines ont occupé les points stratégiques sur la rive gauche du fleuve. Le 27 avril 1877, l'Empire Ottoman a déclaré les liens diplomatiques avec le Bucarest suspendus à la suite de la convention avec la Russie après que, antérieurement, entre 21-28 avril, la Turquie avait bombardé les villes roumaines à côté du Danube (Căzănișteanu, Ionescu 1977: 94).

Le 2/14 mai 1877, le ministre de l'extérieur M. Kogălniceanu a annoncé la position internationale de la Roumanie par une note circulaire adressée aux pouvoirs garants, rappelant que la Roumanie est en état de guerre avec la Turquie et que cette guerre a été déclarée par la Turquie.

La consécration officielle de l'indépendance du pays a eu lieu le 9/21 mai 1877, à la suite d'une interpellation (Corivan 1984: 336) faite à la Chambre des Députés, concernant la nécessité d'une déclaration énergique d'indépendance du pays et l'annonce du nouveau statut de la Roumanie à tous les pouvoirs garants. M. Kogălniceanu y répond par la déclaration historique: "Nous sommes indépendants, nous sommes une nation libre" (Berindei 2003: 659). La Chambre et le Sénat ont adopté des motions dans le sens de la déclaration du gouvernement, la dette due à la Turquie a été annulée et l'argent alloué à l'armée roumaine.

ABSTRACT

Against the background of the "Oriental Crisis", Romania has initiated a series of diplomatic contacts and actions in order to get accepted a new status in the international relations: that of an independent state. These contacts were considered when the country preserved its independence. The diplomatic initiatives were useless. The only option left to the Romanian government was entering an alliance with Russia and taking part in the Russian-Ottoman War of 1877-1878. The Romanian aim was thus realized by the means of taking up arms.

BIBLIOGRAPIIE

- Căzănișteanu C., Ionescu M.E., 1977, *Războiul neatârării României*, București.
- Ciachir N., 1977, *Războiul pentru independența României în contextul european*, Editura Științifică și Enciclopedică, București.
- Corivan N., 1984, *Relațiile diplomatice ale României de la 1859 la 1877*, Editura Științifică și Enciclopedică, București.
- Iorga N., 1998, *Războiul pentru independența României. Acțiuni diplomatice și stări de spirit*, Editura Albatros, București.
- Jelavich Ch., Jelavich Barbara, 1999, *Formarea statelor naționale balcanice (1804-1920)*, Editura Dacia, Cluj-Napoca.
- Mamina I., 2000, *Monarhia constituțională în România. Enciclopedie Politică (1866-1938)*, Editura Enciclopedică, București.
- * * *, *Istoria Românilor*, 2003, vol. VII, t. I, "Constituirea României moderne (1821-1878)", coord. Dan Berindei, Editura Academiei, București.
- * * *, *Memoriile regelui Carol I al României. De un martor ocular*, 1994, vol. III, 1876-1877, Editura Machiavelli, București (ed. Stelian Neagoe).
- * * *, *România în relațiile internaționale (1699-1939)*, 1980, Editura Junimea, Iași (coord. Leonid Boieu, Vasile Cristian, Gheorghe Platon).